

Le climat économique pour les négociations

Mars 2006

Volume 3, n° 2

Perspectives économiques canadiennes

L'économie canadienne devrait croître en moyenne de 3 % cette année et d'un peu moins de 3 % en 2007.

Le rabais de TPS proposé favorisera une hausse des dépenses des consommateurs, mais des taux d'intérêt plus élevés et les prix des maisons plus bas devraient obliger les familles à accorder une plus grande attention au niveau croissant de la dette des ménages.

L'économie devrait être fouettée par le niveau élevé des investissements des entreprises et des dépenses publiques cette année.

Les profits des entreprises ont augmenté de plus de 10 % pour atteindre un niveau record de 217 milliards de dollars l'année dernière, après une augmentation de 20 % en 2004. Malheureusement, les investissements réels des entreprises dans l'économie n'ont pas augmenté au même rythme.

La plupart des investissements accrus prévus pour cette année iront aux secteurs de l'énergie, des services d'utilité publique, du transport en commun et de l'infrastructure municipale. D'autres secteurs de l'économie, comme la fabrication, prévoient des hausses beaucoup moins importantes de leurs dépenses en immobilisations. En conséquence,

le secteur des entreprises a amassé d'immenses sommes additionnelles qu'il a utilisé pour réduire la dette et

investir dans des fusions et acquisitions – et non dans des secteurs productifs de l'économie.

Presque tous les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, se retrouvent avec des surplus cette année. Seuls l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario ont connu un déficit. Avec des fonds supplémentaires, bon nombre de gouvernements provinciaux prévoient augmenter les dépenses et réduire les impôts.

Les finances des ménages sont une autre histoire. La lente croissance des salaires et la hausse des coûts ont fait grimper la dette des ménages à près de 120 % du revenu disponible, en hausse de 90 % par rapport à il y a dix ans. À cette époque, les Canadiens épargnaient 9,2 % de leur revenu personnel, mais l'année dernière, le taux d'épargne des particuliers est en fait devenu *négatif* – ce qui signifie que les Canadiens dépensent davantage qu'ils ne gagnent.

Taux d'intérêt et taux de change

La Banque du Canada a haussé son taux d'intérêt à court terme à cinq reprises au cours de la dernière année, même si l'inflation, et en particulier l'inflation « de base », est demeurée faible. Toutefois, les taux d'intérêt à plus long terme ont à peine

augmenté et les mesures de la Banque n'ont donc pas beaucoup contribué à ralentir l'économie – surtout celle du marché des maisons en effervescente. D'autres baisses de l'impôt sur les gains en capital alimenteraient encore plus la spéculation et les hausses de prix dans ces marchés.

Certains économistes de banques privées disent même craindre que les faibles taux d'augmentation salariale réelle ne se traduisent par une croissance anémique des revenus.

Perspectives économiques canadiennes			
Taux de croissance annuel à moins d'indication contraire	2005	2006	2007
Croissance de l'économie			
PIB réel	2,9 %	3,1 %	2,8 %
- Dépenses à la consommation	4,0 %	3,0 %	2,5 %
- Investissements des entreprises	8,6 %	9,1 %	5,0 %
- Dépenses publiques	2,9 %	3,7 %	3,6 %
Marché du travail			
Croissance de l'emploi	1,4 %	1,4 %	1,0 %
Taux de chômage	6,8 %	6,5 %	6,6 %
Croissance de la productivité	1,8 %	1,5 %	1,5 %
Inflation – Indice des prix à la consommation	2,2 %	1,8 %	1,7 %
Profits des entreprises avant impôt	10,7 %	8,4 %	4,1 %
Revenu disponible réel	2,3 %	3,5 %	2,3 %
Taux d'épargne des particuliers	-0,2 %	0,7 %	0,9 %
Mises en chantier (000)	222	205	189
Taux d'intérêt et taux de change			
Bon du Trésor à court terme 3 mois	2,69 %	4,02 %	4,07 %
Obligation à long terme 10 ans	4,07 %	4,41 %	4,64 %
Taux de change US\$/C\$	82,60 \$	87,31 \$	86,22 \$

Moyenne de consensus basée sur les récentes prévisions de sept analystes canadiens.

Parce que les sociétés n'investissent pas beaucoup de leurs profits record et que les ménages s'endettent de plus en plus, la Banque du Canada semble commencer à comprendre que les salaires doivent augmenter pour assurer l'équilibre et la stabilité de l'économie.

Après s'être dit préoccupé par les augmentations salariales l'année dernière, le gouverneur de la Banque, David Dodge, se rend compte qu'il est peu probable que des augmentations

de salaire mènent à une hausse de l'inflation au Canada¹.

La plupart des économistes des banques privées prévoient au moins une autre hausse du taux de la banque centrale cette année, de 25 points de base. Puisque l'inflation se situe confortablement dans la fourchette cible de la Banque, les autres hausses de taux d'intérêt dépendront beaucoup plus de la direction que prendra le dollar canadien.

La valeur du dollar canadien a augmenté radicalement, passant de moins de 0,65 \$US en 2002 à plus de 0,88 \$US ce mois-ci, poussé par le prix élevé de l'essence et des produits de base. Bien que le dollar canadien plus élevé ait réduit le coût de la machinerie et de l'équipement importés, stimulant ainsi les investissements et la productivité, les pertes d'emplois dans le secteur manufacturier ont continué de grimper jusqu'à environ 200 000 depuis la fin de 2002.

Budget fédéral

Le budget fédéral devrait être déposé entre la mi-avril et le début de mai. Stephen Harper veut l'axer sur ses

cinq priorités principales (responsabilisation, TPS, garderies, temps d'attente et crime). Mais les conservateurs profiteront aussi sans doute au maximum de la réticence de la population à vivre d'autres élections pour mettre en œuvre le plus d'éléments possibles de son programme.

Le budget inclura sûrement la baisse de la TPS promise, l'allocation mensuelle pour la garde d'enfants de 100 \$, la réduction de l'impôt des sociétés et une série d'autres promesses fiscales, sauf peut-être le « report » proposé de l'impôt sur les gains en capital. Le coût des baisses d'impôt promises atteindra 45 milliards de dollars en cinq ans, peut-être plus selon des estimations plus réalistes.

Le coût élevé de ces baisses d'impôts entraînera une réduction significative des dépenses publiques dans de nombreux domaines. En vertu du plan des conservateurs, le total des dépenses fédérales pour les programmes devrait être inférieur de 30 milliards de dollars à ce que prévoient les libéraux (et l'allocation pour la garde d'enfants n'est pas incluse dans les dépenses de programmes).

Les conservateurs ont promis de « maintenir les taux de croissance actuels prévus pour les transferts aux personnes, comme les prestations pour personnes âgées et l'assurance-emploi, ainsi que les transferts à d'autres paliers de gouvernement pour la santé, les programmes sociaux, la péréquation et l'infrastructure municipale ». Mais avec les importantes hausses de dépenses prévues pour la défense nationale, l'agriculture, les autoroutes et les frontières, d'autres programmes

¹ Des économistes des banques privées craignent que le faible taux des augmentations salariales réelles ne se traduise par une croissance anémique des revenus. « *Si l'inflation des prix n'est pas un problème, est-ce le rôle de la Banque du Canada d'étouffer les gains salariaux ? Même si l'on prend au sérieux la récente reprise dans une série salariale, une intervention axée sur l'inflation en matière de politique monétaire ne signifie sûrement pas que des gains dans les salaires réels sont maintenant et pour toujours intolérables.* » (C'est nous qui traduisons) "Output Gap: Great in Theory, Wrong in Practice." Avery Shenfield, CIBC World Markets *Monthly Indicators*, 7 février 2006, page 8.

subiront des compressions beaucoup plus importantes.

Prix et inflation

Les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 2,2 % au cours de la dernière année. L'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse ont connu les taux d'inflation les plus élevés en 2005, à 3,2 % et 2,8 % respectivement, et c'est en Colombie-Britannique que ce taux a été le plus bas, à 2 %.

Les deux principaux facteurs qui ont fait grimper les prix au cours de la dernière année ont été le prix de l'énergie et le prix des maisons.

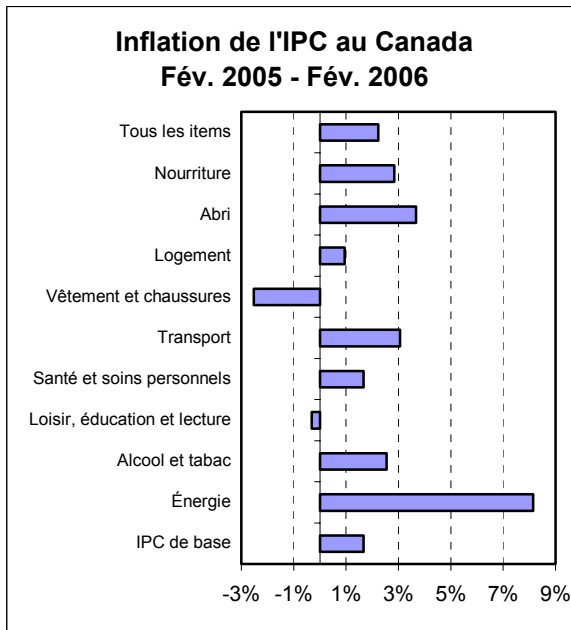
Le prix de l'essence volatile a fait fluctuer le taux d'inflation pendant l'année, surtout à la hausse. Le prix de l'essence a chuté en février, mais il était toujours plus élevé de 7 % qu'un an auparavant. Le prix du gaz naturel a augmenté de 17 %, celui du mazout a grimpé de 14 % et celui de l'électricité a connu une hausse de près de 5 %. Le prix de l'énergie plus élevé a aussi fait grimper le coût des biens et services connexes. Les augmentations ont aussi varié considérablement par province.

Le prix des maisons neuves a augmenté en moyenne de 6,6 % au cours de la dernière année jusqu'en janvier, mené par une augmentation de 21 % à Calgary et de 12 % à Edmonton. Le prix de revente moyen des maisons a augmenté encore plus au cours de la dernière année : de 12,7% dans l'ensemble du pays et de 26 % à Calgary et à Vancouver.

La diminution du prix des chaussures, des vêtements et du matériel récréatif et de divertissement au foyer a aidé à garder le taux d'inflation à la baisse pendant quelques années, et l'année dernière ne faisait pas exception. Le coût des importations en provenance d'Asie a été subventionné par des taux de salaire très bas, mais il y a une limite à cette faiblesse. Les pénuries de main-d'œuvre en Chine obligent de nombreuses entreprises à accroître leurs salaires et à améliorer les conditions de vie, ce qui pourrait éventuellement mener à une hausse des prix ici au Canada.

L'IPC de base (qui exclut les prix plus volatiles) n'a augmenté que de 1,7 % au cours de la dernière année, bien en deça de la fourchette cible de la Banque du Canada. La Banque du Canada prévoit que l'inflation de base augmentera de 2,5 % au cours de la première moitié de l'année, puis diminuera de 2 % pendant la deuxième moitié.

La réduction d'un point de pourcentage de la TPS proposée par les conservateurs devrait faire baisser légèrement – et temporairement – le taux d'inflation du milieu de 2006 au milieu de 2007. Les analystes du secteur privé s'attendent à ce que les prix à la consommation augmentent en moyenne de 1,9 % en 2006, et de 1,8% en 2007. L'inflation au Québec, en Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan devrait être, en moyenne, légèrement inférieure à la moyenne nationale, tandis que les prix dans la région de l'Atlantique, en Alberta et en Colombie-Britannique devraient augmenter de plus de 1,9 %, tant en 2006 qu'en 2007.



Hausse des frais pour les services publics

Quelques provinces augmentent le prix des services publics, ce qui se traduit par une diminution de l'accessibilité et par une hausse des frais pour la population.

La décision de l'Ontario de permettre la hausse des droits de scolarité augmentera le coût de la scolarité en moyenne jusqu'à 5 % pour chaque établissement (et jusqu'à 8 % pour les programmes professionnels), ou d'environ 250 \$ pour les étudiants universitaires et de 100 \$ pour les étudiants des collèges. Par contre, le Manitoba et Terre-Neuve se sont engagés à maintenir un gel des droits de scolarité pendant au moins une autre année.

Le prix du transport en commun augmente aussi dans plusieurs villes : au cours de la dernière année, le coût d'un passage simple a augmenté de 14,3 % à St. John's, de 12,5 % à Calgary et à Edmonton, de 10 % à

Toronto, de 8 % à Winnipeg et de 7,5% à Ottawa.

Les tarifs d'électricité grimpent dans certaines provinces, notamment de 8,9 % en Nouvelle-Écosse (après une diminution de 5,3 % en 2005), de 5,3 % au Québec et de 4,9 % en Saskatchewan.

La tendance vers une plus grande privatisation en santé en Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec pourrait aussi mener à des frais directs plus élevés, ou à une diminution des services pour ceux qui ne peuvent pas se payer des interventions privées.

Cette tendance entraînera une augmentation des frais pour le public et aussi une augmentation du coût des régimes d'avantages sociaux. Par conséquent, tous ceux qui sont assurés en paieront les frais, qu'ils utilisent les services ou non. L'annulation du programme fédéral de garderies pourrait aussi mener à une augmentation des frais de garde dans de nombreuses provinces.

Effets des changements fiscaux

Une diminution d'un point de pourcentage de la TPS, si elle revient entièrement aux consommateurs, permettra une économie annuelle moyenne de 268 \$ par ménage – se situant entre une moyenne de 130 \$ pour une personne âgée seule et de 470 \$ pour un couple avec enfants. Ceux dont le revenu est inférieur à 40 000 \$ économiseront moins de 200 \$, tandis que les ménages dont le revenu est supérieur à 200 000 \$ pourront économiser en moyenne autour de 1 300 \$ par année.

Mais la plupart des gens devront aussi payer plus si les baisses d'impôt instaurées par les libéraux en novembre 2005 sont annulées dans le prochain budget fédéral. La baisse du montant de base personnel et la hausse du taux le plus bas de 1 point de pourcentage feront grimper les impôts fédéraux d'environ 340 \$ pour la plupart des personnes (avec ou sans enfant) qui ont des revenus de 40 000 \$ ou plus. Les familles à deux revenus avec deux enfants qui gagnent 150 000 \$ verront leur impôt fédéral augmenter d'environ 690 \$.

Tour d'horizon économique régional et budgétaire

Toutes les provinces, sauf l'Ontario et l'Î.-P.-É., devraient avoir des excédents financiers en 2005-2006, et certaines prévoient aussi des baisses d'impôt importantes.

Terre-Neuve et Labrador

L'économie de Terre-Neuve devrait croître à un rythme plus rapide de plus de 5 % cette année, avec les projets de pétrole en mer de Voisey's Bay et de White Rose en production pour toute l'année. Mais l'augmentation de la production ne créera pas beaucoup plus d'emplois : la croissance de l'emploi devrait être en moyenne de moins de 1 % cette année, et le chômage restera au-dessus des 15 %, et plus dans les régions rurales.

Le budget provincial sera déposé le 30 mars. L'estimation semestrielle de la province en novembre donnait des revenus de 320 millions de dollars de plus que prévu au budget, en grande partie grâce aux redevances du

Nouveau-Brunswick

pétrole en mer et aux impôts des sociétés plus élevés. Cette augmentation devrait effacer le déficit et donner lieu à un léger excédent pour 2005-2006.

Nouvelle-Écosse

La Nouvelle-Écosse devrait connaître une croissance économique de 2,6 % en moyenne cette année, un peu plus forte que l'année dernière. Bien que la croissance des emplois devrait se situer à 0,9 %, elle pourrait ne pas être suffisante pour faire baisser de beaucoup le taux de chômage.

Avec des redevances du gaz naturel et des impôts des sociétés plus élevés, les revenus de la Nouvelle-Écosse pour l'exercice 2005-2006 devraient être supérieurs aux prévisions de 100 millions de dollars, ce qui signifie que la province s'attend à ce que l'excédent atteigne les 78 millions de dollars cette année. Le budget, habituellement présenté à la mi-avril, sera reporté mais il pourrait être précédé d'élections.

Île-du-Prince-Édouard

L'Î.-P.-É. a connu une croissance modérée, avec un secteur de la construction vigoureux qui a compensé pour une saison touristique lente et une croissance du chômage plus élevée que prévu en 2005. La province n'a pas profité comme ses voisines de la région de l'Atlantique des revenus de l'énergie et s'attend à un déficit de 22 millions de dollars cette année. On ne sait pas encore, au moment d'écrire le présent rapport, quand le budget de l'Î.-P.-É. sera déposé.

L'économie du Nouveau-Brunswick a souffert d'un repli dans les industries de la forêt et des produits du bois, mais elle profite de quelques grands projets de construction. Le niveau moyen de l'emploi en 2005 a été à peine supérieur à celui de l'année précédente, mais il a repris du poil de la bête dernièrement. Les grands projets de construction de Point Lepreau et du terminal LNG devraient aider à créer plus d'emplois cette année.

Le budget du Nouveau-Brunswick sera déposé le 28 mars. Il devrait comprendre une hausse du financement destiné aux écoles, à l'éducation postsecondaire, ainsi qu'aux routes et à l'infrastructure. Le ministre des Finances a dit qu'il y aurait peut-être des baisses d'impôts, tant pour les particuliers que pour les entreprises, et il a laissé entendre que le système d'évaluation des taxes foncières pourrait changer.

Québec

Le dollar élevé a entraîné des pertes d'emplois dans les industries

manufacturières et de la transformation au Québec, mais l'emploi a augmenté dans les secteurs du commerce, de la construction et de l'éducation. La construction résidentielle pourrait diminuer cette année, mais un certain nombre d'importants projets de construction favoriseront l'économie. Le gel salarial imposé aux travailleurs du secteur public avec la Loi 142 sera suivi d'augmentations salariales de 2 % à compter d'avril.

Le budget du Québec a été déposé le 23 mars, trop tard pour en faire l'analyse dans le présent document. La province propose d'équilibrer le budget en 2005-2006, ce qui implique généralement des manœuvres fiscales à la fin de l'exercice.

Ontario

L'économie de l'Ontario s'est développée modérément en 2005 et devrait croître d'environ 2,5 % cette année. Le dollar élevé et la hausse du coût de l'énergie ont fait perdre 53 000 emplois dans le secteur manufacturier en Ontario au cours de la dernière année, mais l'emploi global a augmenté grâce à un secteur de la construction actif et à 54 000 emplois de plus dans le secteur des services éducatifs. Mais on ne s'attend pas à ce que ces industries continuent d'embaucher au même rythme et il devrait y avoir d'autres pertes d'emplois dans le secteur manufacturier.

Le budget de l'Ontario a été déposé le 23 mars, trop tard pour en faire l'analyse dans le présent document. Tout le monde s'attend à ce que les revenus de l'Ontario soient beaucoup plus élevés et à ce que son déficit soit inférieur aux 2,8 milliards de dollars prévus l'année dernière. Toutefois, le budget de l'Ontario de 2006-2007 pourrait conserver une partie de l'argent supplémentaire et, bonne nouvelle, épargner pour le budget préélectoral de l'année prochaine.

Manitoba

L'économie du Manitoba a crû à un rythme solide cette année. Le taux de chômage est tombé à 4,7 % en février – le deuxième plus faible au Canada. Bien que la plupart des nouveaux emplois soient à temps plein, ils sont aussi dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration. La province prévoit un certain nombre de grands projets de construction, notamment dans l'hydroélectricité, les routes et les mines. Cet investissement dans

l'infrastructure, combiné à des dépenses accrues dans les services publics, devrait permettre de maintenir la croissance de l'économie à environ 2,8% cette année, et à 2,6 % en 2007.

Le budget de 2006 du Manitoba comprenait une augmentation des dépenses en santé de 4,3 % et en éducation de 5,5 % -- avec le maintien du gel des droits de scolarité. L'infrastructure de l'eau obtiendra une hausse de financement de 30 %. Le budget a annoncé une baisse des taxes foncières, ainsi que du taux d'impôt des particuliers et des sociétés. La province prévoit un léger excédent cette année.

Saskatchewan

La Saskatchewan a profité du prix élevé et d'une forte demande mondiale du pétrole, de la potasse et de l'uranium. La province a ainsi reçu des revenus de ressources supérieurs de 46 % aux prévisions et a connu une croissance économique d'environ 3,3 %. Mais l'activité économique accrue n'a pas permis de créer beaucoup d'emplois. Les niveaux d'emploi et de main-d'œuvre ont chuté au cours de la dernière année. L'économie devrait croître d'environ 3,3 % encore cette année, mais la faible croissance de l'emploi gardera sans doute le taux de chômage au-dessus de 5 %.

Le budget de la Saskatchewan sera déposé le 6 avril. Les revenus additionnels ont déjà permis à la province d'accroître ses investissements en éducation, en santé et dans l'infrastructure communautaire.

Le premier ministre a déjà annoncé un financement additionnel pour

l'éducation de 53 millions de dollars qui assureront des baisses d'impôts fonciers aux résidents des régions rurales. D'importantes réductions des impôts des sociétés sont aussi attendues, dans la foulée du rapport du comité Vicq.

Alberta

En Alberta, l'économie basée sur l'énergie a donné lieu à une croissance économique de près de 5 % l'année dernière et à un taux de chômage de seulement 3,1 %. La tendance continuera cette année, avec une croissance économique de plus de 5 % et une croissance de l'emploi de plus de 2 %. Mais cette prospérité exerce aussi une pression sur d'autres secteurs de l'économie avec des marchés du travail extrêmement serrés, des pénuries de service, des problèmes d'infrastructure et des prix à la hausse.

Le budget de l'Alberta a été déposé le 22 mars, trop tard pour en faire l'analyse dans le présent document. La province devrait enregistrer un surplus record de 7,4 milliards de dollars ou plus pour 2005-2006.

Colombie-Britannique

L'économie de la Colombie-Britannique a connu une croissance d'environ 3,7 % l'année dernière et devrait croître de 3,5 % ou plus cette année. La croissance de l'emploi a été très vigoureuse, avec la création de 70 000 nouveaux emplois au cours de l'année et un taux de chômage en baisse à 4,8 % en février. Même si le secteur de la construction a été prospère, presque tous les nouveaux emplois créés l'ont été dans les services. En effet, les secteurs du

commerce, du transport, de l'hôtellerie et de la restauration, et des loisirs ont permis de créer à eux seuls 70 000 nouveaux emplois.

La province a enregistré un excédent estimé à 1,5 milliard de dollars pour 2005-2006 et prévoit un excédent de 600 millions de dollars pour 2006-2007. Le budget de la province, déposé le 21 février, prévoit des baisses d'impôt de 733 millions de dollars au cours des quatre prochaines années, mais n'a augmenté que de 2,3 % le financement destiné à l'éducation et de 3,9 % celui de la santé cette année. Le gouvernement veut que la croissance du financement de ces deux secteurs demeure inférieure au taux d'inflation en 2007-2008.

Équilibres budgétaires

En millions de \$, après transfert d'un compte spécial

Selon les derniers états financiers 2005-2006 2006-2007

Canada	4 600	7 200
Terre-Neuve-et-Labrador	2	N/D
Île-du-Prince-Édouard	- 22	N/D
Nouvelle-Écosse	78	N/D
Nouveau-Brunswick	103	N/D
Québec	-	N/D
Ontario	- 2 369	N/D
Manitoba	3	3
Saskatchewan	266	N/D
Alberta	7 380	N/D
Colombie-Britannique	1 475	600

Emploi et main-d'œuvre

Le chômage au Canada a atteint son taux le plus bas en 30 ans, avec encore 6,4 % en février. Bien qu'environ 25 000 se soient ajoutés en février, la diminution du taux de chômage était aussi due à un déclin de la main-d'œuvre.

Dans le secteur public, l'emploi a chuté en février de 20 000 emplois, selon *l'Enquête sur la population active*, mais il est toujours supérieur de 89 000 à ce qu'il était en février 2005. La plupart des pertes d'emplois dans le secteur public sont dues à la fin de l'embauchage temporaire qui a eu lieu pour les élections.

L'emploi dans le secteur de l'éducation était en hausse de 90 000 au cours de la dernière année, pendant que dans la santé et les services sociaux, 3 500 emplois disparaissaient, surtout dans le secteur des services sociaux.

Le boom de l'industrie de la construction s'est maintenu et a créé beaucoup d'emplois, 87 000 comparativement à il y a un an. Par contre, le secteur manufacturier a perdu 106 000 emplois depuis février 2005, la moitié des pertes ayant eu lieu en Ontario et le tiers au Québec. Le dollar canadien à la hausse et le coût élevé de l'énergie ont entraîné cette perte d'emplois en usine, surtout dans les secteurs du bois, du meuble et des pièces d'auto.

La croissance est toujours particulièrement forte en Alberta, où 25 000 emplois ont été créés en février, ce qui a fait baisser son taux de chômage à 3,1 %. La croissance de l'emploi en Alberta a été de 3,7 %

l'année dernière, et celle de la C.-B. a été de 3,5 %. Mais la situation de la main-d'œuvre est de plus en plus déséquilibrée. Plus de 1 million de personnes sont toujours en recherche d'emploi dans l'ensemble du pays et le taux de chômage à Terre-Neuve et Labrador se maintient au-dessus de 15 %, pendant que celui de l'Île-du-Prince-Édouard dépasse 10 %.

L'emploi à temps plein a diminué de 32 000 de janvier à février, pendant que l'emploi à temps partiel augmentait de 56 000. Malgré la diminution des emplois à temps plein le mois dernier, l'emploi à temps plein a quand même augmenté plus rapidement que l'emploi à temps partiel au cours de la dernière année. En même temps, d'autres mesures de qualité de l'emploi ont décliné.

Un tiers de tous les nouveaux emplois créés l'an dernier étaient des emplois autonomes. Beaucoup des nouveaux emplois créés l'ont aussi été dans des industries à salaires relativement bas et moins stables. Ce changement dans la composition de la main-d'œuvre aide à expliquer pourquoi les revenus hebdomadaires moyens n'ont pas réussi à se maintenir au niveau d'autres mesures de croissance salariale – ni au niveau de l'inflation.

L'emploi au Canada devrait connaître une croissance moyenne de 1,4 % cette année, semblable à celle de 2005. Le taux de chômage baissera ainsi à une moyenne de 6,5 % pour l'année. La croissance de l'emploi devrait ralentir en 2007, ce qui mènera à une légère augmentation du taux de chômage.

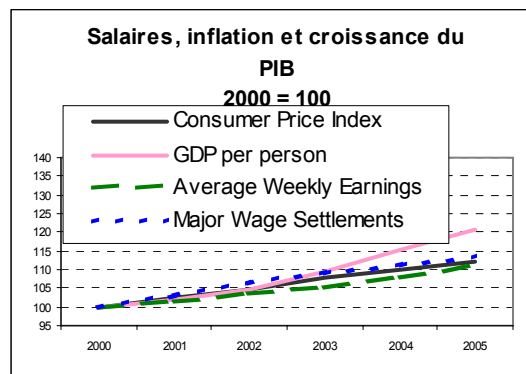
Taux de chômage par province Désaisonnalisé

	<i>Moyenne pour 2005</i>	Janvier 2006	Février 2006	<i>Changement de janvier à février 2006</i>
Canada	6,7	6,6	6,4	-0,2
Terre-Neuve et Labrador	15,2	16,5	15,1	-1,4
Île-du-Prince-Édouard	10,9	10,8	10,9	0,1
Nouvelle-Écosse	8,4	7,8	8,4	0,6
Nouveau-Brunswick	9,7	8,9	9,4	0,5
Québec	8,2	8,4	8,2	-0,2
Ontario	6,6	6,5	6,2	-0,3
Manitoba	4,8	4,3	4,4	0,1
Saskatchewan	5,1	5,2	5,3	0,1
Alberta	3,9	3,5	3,1	-0,4
Colombie-Britannique	5,8	5,1	4,8	-0,3

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, février 2006, publié le 10 mars 2006
<http://www.statcan.ca/english/Subjects/Labour/LFS/lfs-en.htm>

Croissance salariale

La croissance salariale réelle des quatre dernières années a été beaucoup plus lente qu'au cours des périodes précédentes de croissance économique. Bien que les grands règlements salariaux des lieux de travail syndiqués aient augmenté à un taux légèrement supérieur à l'inflation, d'autres mesures de croissance salariale, comme les gains hebdomadaires moyens, ont augmenté beaucoup moins rapidement que l'inflation. Les salaires ont aussi traîné loin derrière l'augmentation du PIB par personne, qui est une mesure de la productivité dans l'économie.



Même si le taux de chômage au Canada est à son plus bas depuis 30 ans, les salaires moyens n'ont toujours pas beaucoup remonté pour plusieurs raisons. La priorité à la table de négociation a davantage été accordée à la sécurité d'emploi et au maintien ou à la bonification des avantages sociaux.

Avec le marché du travail serré en Alberta, les salaires horaires étudiés par l'Enquête sur la population active ont augmenté de 6,1 % dans la province au cours de la dernière année, comparativement à une moyenne nationale de 3,3 %. C'est dans les industries primaires que les salaires horaires ont augmenté le plus pour les emplois, soit 5,7 % au cours de la dernière année. Les augmentations de salaires horaires moyens ont aussi été vigoureuses, à 5,5 % pour les emplois en science sociale, en éducation et dans les services gouvernementaux, selon cette enquête. Les salaires horaires des emplois dans la santé ont augmenté en moyenne de 2,1 %.

Règlements salariaux

Les règlements salariaux moyens pour les unités de négociation de plus de 500 travailleurs ont atteint 2,3% en 2005, un peu au-dessus du taux moyen de 2,2 % de l'indice des prix à la consommation pour l'année.

Les rajustements salariaux du secteur public ont été en moyenne de 2,2 % en 2005, au niveau de l'inflation et inférieurs à la moyenne de 2,4 % atteinte dans le secteur privé. Les salaires ont augmenté de 2,4 % pour les travailleurs de l'administration publique et de 2,1 % pour les travailleurs des secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

Malgré les craintes exprimées dans les médias à l'effet que les salaires élevés feraient grimper l'inflation, le taux moyen des rajustements salariaux dans le quatrième trimestre de 2005 n'était que de 1,7 %, avec une moyenne de 1,6 % dans le secteur public.

Les rajustements salariaux sont toujours faibles en Colombie-Britannique, avec une augmentation moyenne de 0,5 % pour l'année, en grande partie à cause du règlement très médiatisé de la grève des enseignants. Les rajustements salariaux étaient aussi relativement bas pour le secteur public au Québec après la Loi 142.

Salaires horaires moyens par secteur	<u>Fév.-05</u>	<u>Fév.-06</u>	<u>Chang.</u>
Tous les secteurs	18,98 \$	19,61 \$	3,3 %
Gestion	30,14 \$	30,29 \$	0,5 %
Affaires, finances et administration	18,00 \$	18,64 \$	3,6 %
Sciences naturelles et appliqués	26,78 \$	27,88 \$	4,1 %
Santé	22,06 \$	22,53 \$	2,1 %
Sciences sociales, éducation, gouvernement et religion	24,38 \$	25,73 \$	5,5 %
Art, culture, loisirs et sports	19,84 \$	18,64 \$	-6,0 %
Ventes et service	12,72 \$	12,89 \$	1,3 %
Métiers, transport et opérateurs d'équipement	19,10 \$	19,42 \$	1,7 %
Occupations de l'industrie primaire	16,81 \$	17,77 \$	5,7 %
Fabrication, transformation et services d'utilité publique	16,84 \$	17,04 \$	1,2 %

Ces taux de salaire sont basés sur des données tirées de l'Enquête sur la population active et peuvent donc représenter des changements dans la couverture de l'enquête de même que des changements dans les niveaux réels de salaire.

Le climat des négociations s'est amélioré considérablement en Colombie-Britannique, avec un certain nombre de règlements importants décrochés dans la foulée de l'engagement du gouvernement à utiliser 5,7 milliards de dollars de plus au cours des cinq prochaines années pour la rémunération dans l'ensemble du secteur public.

Le SEH a conclu un accord de principe le 16 mars avec les employeurs de la santé. L'accord prévoit des augmentations moyennes de rémunération de 10,8 % sur quatre ans, en plus d'une prime à la signature de 3 700 \$ et d'un montant forfaitaire de 500 \$ pour la reconnaissance du perfectionnement des compétences. Les augmentations salariales se situeront entre 8,5 % et 32 % pendant la durée de la

convention. L'entente comprend aussi une limite au nombre de postes qui peuvent être sous-traités, de meilleures indemnités de départ et l'accès aux postes vacants.

Règlements salariaux en 2005

Les règlements salariaux pour les unités de négociation de plus de 500 travailleurs ont atteint une moyenne de 2,5 % l'an dernier à la fin d'octobre 2005, avec des taux similaires pour les secteurs public et privé, ce qui est plus élevé que la moyenne de 1,8 % pour 2004. La valeur des règlements salariaux a grimpé pendant l'année et a atteint une moyenne de 2,8 % au troisième trimestre, avec une moyenne de 2,9 % pour le secteur public.

Règlements salariaux moyens par année

	2002	2003	2004	2005	Janvier 2006
Tous	2,8	2,5	1,8	2,3	2,5
Secteur public	2,9	2,9	1,4	2,2	2,6
Secteur privé	2,6	1,3	2,2	2,4	2,4

Source: Ressources humaines et développement des compétences Canada, Grands règlements salariaux selon le trimestre, Rajustements salariaux en pourcentage, [dernières données du 17 mars 2006], <http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/mws/index.shtml>

Règlements salariaux moyens par province 2004, 2005, Janvier 2006

	T.-N.-L.	PEI	NS	NB	QC	Ont	Man	Sask.	Alb.	BC	Multi-Prov.	Fédéral Comp.
2004	1.0	2.4	3.7	4.1	2.6	3.0	2.6	1.0	3.1	-1.6	2.8	1.6
Janvier 2006	-	-	-	-	3.2	2.0	-	-	3.0	3.0	-	2.6

Source: Ressources humaines et développement des compétences Canada, Moyennes annuelles des rajustements salariaux, [dernières données du 17 mars 2006], http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/aawa/quarterly_index.shtml

Règlements salariaux moyens par industrie

Industrie	rajustement salarial en % en 2005	Nb d'employés	Rajustement salarial en %
Primaires	2,1	540	1.5
Services d'utilité publique	2,6	-	-
Construction	2,5	-	-
Fabrication	2,5	-	-
Commerce de gros et de détail	1,9	1,500	1.7
Transport	2,9	1,150	2.9
Information et culture	2,3	-	-
Finances et services profess.	2,3	-	-
Éducation, santé et services soc.	2,1	2,590	2.4
Loisirs et hôtellerie	1,7	1,480	3.2
Administration publique	2,4	5,010	2.7

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada, Grands règlements salariaux selon le trimestre, [dernières données du 17 mars 2006] http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/mws/quarter/quarter_industry.shtml

Les travailleurs de la B.C. Assessment Authority, section locale 1767, ont conclu un accord de principe le 14 mars, avec des hausses salariales d'un total cumulatif de 9,6 % sur quatre ans et une prime à la signature de 3 600 \$. L'accord prévoit aussi la bonification des prestations de santé et des dispositions relatives aux congés.

Le BCGEU vient aussi de conclure un accord de principe le 19 mars, avec des augmentations de salaire moyennes de 10 pour cent sur quatre

et une prime à la signature unique de 4 019 \$ pour les employés à temps plein, de même qu'une bonification des prestations de santé et de mieux-être et des hausses de salaire additionnelles pour certains postes.

Des négociations sont prévues dans le secteur de la santé de l'Ontario, du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, à Air Canada et à l'Association des employeurs des écoles publiques de la C.-B. – encore une fois.

Quelques règlements récents – Janvier 2006

Employeur	Emploi	Nombre d'employés	Aug. moyenne annuelle	Durée en mois	Date d'expiration
<u>Éducation, santé et services sociaux</u>					
Conseil scolaire Dufferin-Peel Catholic District	enseignants suppléants	880	2,0	24,0	31-août-06
Conseil scolaire Hastings et Prince Edward District	employés de bureau; employés des services et préposés à l'entretien	660	2,6	48,0	31- août -08
Peterborough Victoria Northumberland & Clarington CDSB	employés de soutien	520	2,5	36,0	31- août -08
Conseil scolaire Simcoe Muskoka Catholic District	enseignants suppléants	530	2,6	48,0	31- août -08
<u>Administration publique</u>					
ATB Financial	employés des services administratifs	1 700	3,0	24,0	31-mars-07
Ville de Kamloops	cols blancs et cols bleus	550	3,0	60,0	31-déc.-10
Gouvernement du Canada	employés scientifiques et autres professionnels	2 760	2,5	24,0	30-sept.-07

Source: Ressources humaines et développement des compétences Canada, Les principales ententes conclues en janvier 2006. [dernières données au 17 mars 2006], <http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/mws/Listmonth.shtml>